

937

2ie 934

A IV

Londres 7 Nov. 1896

R. O.

Sur le projet d'un nouveau
traité d'extradition à
conclure entre les Pays Bas
et la Grande Bretagne

M. le Marquis
Je me suis empresse
de soumettre les observations
que la note de V. S. du
12 juin 92 contenait à
l'appréciation de mon
Gouvernement et je suis
actuellement chargé de
communiquer à V. S. les
considérations auxquelles
elles ont donné lieu.

Pour les motifs mentionnés
dans la note susdite ^{notre} gouver-
nement est d'accord avec le
gouvernement Anglais que
le maintien de la nomenclature
des différents faits délictueux
est désirable puis qu'il y en
a qui d'après le droit Néer-
landais sont compris dans
le terme, "verkristering" et
ne le sont pas dans, "inbreukmak-
en".

Il n'y a pas d'objection
contre la réunion sous un
numéro des numéros 7 et 11 et
elle serait même désirable
puisque dans le texte Hollandois
on emploierait simplement
les mots, "verkristering of diefstal"
tandis que le texte anglais
conserverait la nomenclature
des différents faits délictueux,
qui d'après notre droit équi-
valent à, "verkristering".

Mon gouvernement est
d'accord avec la ^{rédaction} ~~note~~ proposée
pour l'Art. X, avec cette
réserve seulement qu'il lui
est impossible de souscrire à
au délai de 30 jours puis que
notre législation (Loi de 6 Avril
1875 Journ. Off. N° 66 Art. 10) ne permet
pas de recevoir un ^{en diviser} ~~arrêté~~ plus
de 20 jours après la date de
l'ordre d'arrestation.

/absolument
mentionné dans la troisième alinéa
de cet article,

mon gouvernement n'a aussi
pas d'objection à la modifica-
tion proposée de l'Art. XIII
et à faire présider le mot
, "Netherlands" par les mots
"Dominions of the."

Quant à la demande
d'information formulée dans
ce même paragraphe sur les
attributions du magistrat
surnommé, "the officer of justice"
mon gouvernement ne charge
de donner ~~cette~~ l'explication.
Ce magistrat est chargé d'après
l'art 13 de notre loi d'extradition
de requérir en dedans de trois
jours après l'arrestation de
la personne, dont l'extradition
est demandée, ou si l'arrestation
n'a pas eu lieu ou si elle a déjà
été faite avant que la demande
d'extradition n'ait été reçue
dans les trois jours après en
avoir reçu l'ordre du gouvernement
que la personne susdite soit
entendue par le tribunal
et que celui-ci fasse con-
naître son avis sur la question
si l'extradition doit être
accordée.

(Le magistrat surnommé, "the officer
of justice", doit s'abstenir de
donner un avis.

mon gouvernement n'a
naturellement aucune objection
contre la modification proposée
de la rédaction du 3^{ème} paragraphe
de l'art XIII. Il regrette
seulement qu'à la fin de
l'article ont été omis les mots
"ainsi que la disposition pénale
qui lui est applicable." Par

cette omission les autorités
Néerlandaises pourront
difficilement juger si le
fait ~~est~~ ^{imputé à} la personne, dont
l'extradition est demandée, sera
considéré dans la Grande
Bretagne comme un fait qui
~~constitue~~ ^{délicteux} une punition. Or selon
l'esprit de ~~notre~~ loi du 6 Avril
1875 l'extradition ne peut
pas avoir lieu si le fait n'est
pas considéré comme délictueux
par la législation de ~~l'étranger~~ ^{l'étranger}
qui demande l'extradition et
par celle de ~~l'étranger~~ ^{l'étranger} l'étranger
à qui elle est demandée.

mon gouvernement
reconnait cependant qu'en
Angleterre il serait souvent
difficile et même parfois
impossible de citer la
disposition pénale applicable
au fait susdit et à l'insu
pas ~~à~~ ^{sur} la réintégration
de la phrase surnommée
dans le texte du traité,

Veuillez agréer, Monsieur,
etc

mon gouvernement ~~ne~~
croit aussi devoir appeler
l'attention sur l'art 10 relatif
aux Colonies d'après le dernier
alinéa mentionné l'Art. XI
l'indiquant que maintenant l'Art
X devra être cité.

Enfin il désire qu'après
que les modifications dont les
deux gouvernements sont convenus
ont été faites dans la ~~loi~~ ^{révision}
du traité, six exemplaires de
ce projet soient mis à sa disposition.

/par ce motif

Projet de